



Est-ce que les Australiens songent à faire machine arrière avec l'AUKUS?

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 27 septembre 2022

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Océanie](#)

Thème: [Militarisation](#)

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni ne sont pas des partenaires fiables même pour l'Australie. Il y a un an, l'Australie, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont – sautant de joie – rendu publique l'alliance militaire tripartite AUKUS qui avait été négociée en secret dans le dos de la France, pourtant une alliée de ces puissances anglo-saxonnes et membre de l'Otan, et une puissance nucléaire présente dans l'Indo-pacifique.

L'Australie devait, donc, recevoir des sous-marins nucléaires américains. Mais, la livraison tarde et inquiète le pays car quand ils seront livrés le monde et la technologie auront déjà tellement changé que personne n'aura besoin de ces navires. En outre, la promesse américaine de créer des emplois australiens tombe à l'eau.

Rappel de la trahison des alliés de la France. Il y a d'abord la trahison des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie dans l'annonce de la rupture du contrat entre la France et l'Australie sur 12 sous-marins français. Jean-Yves Le Drian, alors ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avait [qualifié](#) la décision australienne de «trahison», de «coup dans le dos». En 2016, la France avait réalisé un contrat avec l'Australie pour la vente de 12 sous-marins pour 56 milliards d'euros après des négociations qui avaient commencé en 2014. En septembre 2021, la France annonçait que «la relation de confiance construite avec l'Australie était trahie», d'autant plus que «cela ne se fait pas entre alliés», avait martelé Jean-Yves Le Drian. Les Australiens voulaient obtenir une autonomie stratégique et l'accord avec la France comportait beaucoup de transferts technologiques. C'était un contrat qui allait sur une durée de 50 ans. La livraison du premier sous-marin français devait arriver vers 2023, d'après le ministre français.

Au moment de l'annonce de la rupture du contrat, Jean-Yves Le Drian soulignait que dans les déclarations de Joe Biden et du Premier ministre australien, Scott Morrison, sur la mise en place de l'AUKUS, il y avait un manque de clarté sur la date de livraison des sous-marins nucléaires américains alors que la France avait un calendrier très strict. «La France voulait mener une stratégie de l'Indo-Pacifique avec l'Australie. Le but était de montrer qu'il y a une alternative au modèle chinois», faisait savoir le ministre français.

La France appelée à construire les sous-marins australiens? A la date du premier anniversaire de l'AUKUS, le ministre australien de la Défense, Richard Marles, annonçait la livraison des huit premiers sous-marins en 2040. *RFI* [soulignait](#) qu' «en cas de retard, l'Australie risque de ne plus disposer de sous-marins pour remplacer sa flotte vieillissante», alors elle pourrait se tourner vers la France pour combler les lacunes. «Lors d'une réunion avec le Premier ministre australien, Anthony Albanese, en juillet dernier, «le président

français, Emmanuel Macron, furieux de la façon dont la France a été larguée», aurait [proposé](#) de fournir quatre sous-marins. L'Australie se voyant ne pas être assurée de recevoir à temps les sous-marins nucléaires des Etats-Unis a commencé à reconsidérer l'offre de Paris.

En juin dernier, l'Australie [déclarait](#) vouloir payer les 555 millions d'euros de compensation à Naval Group. Le 1 septembre, Richard Marles, le ministre australien de la Défense, a rencontré à Brest, Sébastien Lecornu, son homologue français et a [twitté](#): «Nous avons discuté du pilier défense et sécurité de la feuille de route [Australie-France] et de la manière dont nos pays continueront à renforcer cette relation importante». «Je suis impatient d'approfondir le partenariat stratégique de l'Australie avec la France», insistait-il.

Clairement, avec sa visite en France, Richard Marles a [souhaité](#) renouveler les relations diplomatiques et économiques avec la France, notamment, après l'annulation du «contrat du siècle» passé avec Naval Group. Est-ce que l'Australie se trouvant dans l'impasse avec les Etats-Unis se trouverait-elle, donc, dans l'obligation de revoir sa copie avec la France? Ou était-ce une action pour obtenir un effet de levier sur les Etats-Unis? Quoi qu'il en soit Le Premier ministre sud-australien, Peter Malinauskas, a [critiqué](#) une proposition visant à ce que l'Australie achète des sous-marins nucléaires directement aux Etats-Unis, affirmant qu'il ne serait «pas acceptable» que son Etat soit impacté par le manque des emplois promis dans la fabrication de sous-marins.

Les Etats-Unis veulent-ils s'assurer leur dominance sur l'Australie et damer le pion à la France? Les Etats-Unis, en effet, annoncent à l'Australie leur volonté d'assurer leur contrat. Ainsi, en l'espace de deux semaines, depuis la visite de Richard Marles à Brest, l'administration Biden, selon *The Wall Street Journal*, [annonce](#) «viser à accélérer les capacités de l'Australie d'ici le milieu des années 2030 en produisant les premiers sous-marins aux Etats-Unis, jusqu'à ce qu'il puisse construire le sous-marin, dans le but de contrer la Chine». Les rapprochements de Canberra avec Paris semblent faire réagir Washington pour lancer des annonces positives quant à la construction des sous-marins dans les délais. Est-ce que les Etats-Unis s'inquiètent de voir l'Australie se rapprocher, de nouveau, de la France?

La question se pose car, comme *RFI* le [rapporte](#), «un an après l'annonce de l'alliance AUKUS entre l'Australie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, Canberra est encore loin de se doter d'une nouvelle flotte de sous-marins propulsés par la technologie nucléaire américaine». Le même média français précise: «La France pourrait construire des sous-marins pour l'Australie, après tout». L'action des Etats-Unis, du Royaume-Uni, en poussant l'Australie à rompre le contrat avec la France en septembre dernier au bénéfice des deux puissances anglo-saxonnes avec qui l'Australie, est, désormais, engagée dans l'alliance sécuritaire AUKUS, sans la France, aurait dû être un avertissement de poids pour Paris. A voir le rapprochement de l'Australie avec la France, était-il nécessaire de rompre, il y a un an, le contrat de 56 milliards d'euros pour 12 sous-marins diesel qui sont exactement les mêmes? Quoi qu'il en soit la diplomatie française vogue selon la force du vent et ne semble pas être en mesure de donner le cap à suivre.

Philippe Rosenthal

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca